

en faveur des négociations et qu'il voulait que le Canada conclut un marché plus avantageux avec les États-Unis. Par la suite, une certaine personne a communiqué avec lui et il a retiré cet alinéa de sa lettre. Il y a aussi le chancelier de l'Université Queen's qui a retiré son nom de la liste de ceux qui se sont opposés au traité. J'aimerais pouvoir dévoiler à la Chambre ce que certains employés de l'Hydro de la Colombie-Britannique et d'autres organismes m'ont dit en Colombie-Britannique. Les deux parliers de gouvernements se sont délibérément efforcés de grouper leurs forces afin de refroidir, si je puis dire, toute opposition d'ordre technique à ce traité.

Avant d'aborder certains de nos griefs à l'endroit du traité, je désire souligner que tous ceux qui se sont opposés au traité l'ont fait de leur plein gré, tandis que les témoins du gouvernement étaient soit des fonctionnaires dévoués, soit des représentants d'institutions à la solde du gouvernement. Nombre de ceux qui ont manifesté leur opposition au projet désiraient défendre les intérêts du Canada en étudiant les répercussions de cette entreprise sur une période de plusieurs années; d'autres ont dépensé de leur propre argent pour renseigner la population sur les circonstances entourant ce traité. Je désire rendre un hommage particulier aux membres des syndicats professionnels, des organismes de cultivateurs, des chambres de commerce, des associations féminines et des clubs de chasse et de pêche de la Colombie-Britannique qui ont accordé un aussi vif intérêt à ce problème et aux divers aspects du traité.

A titre de contraste, je voudrais parler brièvement d'une déclaration faite hier aux journaux par l'honorable James Sinclair, chef de la jeunesse libérale de la Colombie-Britannique. Je n'avais encore jamais rien lu d'aussi cynique, dans le domaine de la politique. Je cite un passage de l'article en question:

M. James Sinclair, le libéral dynamique, député de l'arrière-ban à la Chambre, qui est le seul au Parlement à avoir fait une grève d'absence pour pouvoir faire partie du cabinet, a retrouvé hier soir son terrain politique favori.

Et il avait une nouvelle à annoncer.

La voici:

«Il n'y a personne, mais absolument personne, croyez-moi, parmi les gens de la côte ouest, qui s'occupe un tant soit peu de la question du drapeau.»

Et il admet que cela est pour le moins étrange.

Car tout récemment encore, la Colombie-Britannique était effectivement, à son dire, la «Colombie deux fois britannique» et plutôt un avant-poste du vieil empire, ou du moins du Commonwealth, qu'une province canadienne.

Toutefois, au dire de Jimmy Sinclair, aussi britannique que puisse avoir été la Colombie-Britannique, les habitants de la côte du Pacifique ont bien d'autres choses à faire que de discuter de drapeaux.

«Nous sommes beaucoup trop occupés à gagner de l'argent pour nous soucier de la dispute concernant le drapeau,» a-t-il déclaré.

«Rien n'intéresse autant les gens qu'une période d'essor et nous connaissons l'une de nos meilleures périodes à l'heure actuelle.

Personne n'a d'yeux pour les feuilles d'érables ou même pour l'Union Jack; on ne voit que des signes de dollars.»

Peut-on concevoir pire cynisme et cela dans la bouche d'un jeune libéral, un des membres de l'avant-garde du parti en Colombie-Britannique? On voit donc quel esprit a animé les responsables du traité et sur quels principes sont fondées certaines de ses dispositions. On s'est préoccupé de l'aspect économique de la question plutôt que du bien-être de l'ensemble des Canadiens et des générations futures. Je soutiens que le ministre a faussé l'attitude des habitants de la Colombie-Britannique. Sa déclaration n'est aucunement fondée. Je respecte l'opinion d'autrui, que l'on soit en faveur d'un drapeau national distinctif, que l'on désire conserver le pavillon rouge du Canada ou que l'on préconise l'adoption de quelque autre drapeau national. Je respecte l'opinion de ces Canadiens, à condition qu'ils soient sincères et convaincus. Quiconque adopte une telle attitude ne se préoccupe pas uniquement de questions d'ordre matériel. Ils éprouvent envers le Canada un attachement et une loyauté dont s'inspirent leurs sentiments et leurs motifs. Ce qu'a dit M. Sinclair de la Colombie-Britannique, à propos des drapeaux, n'est pas vrai, de quelque côté que penchent les gens à ce sujet.

L'hon. M. Martin: Nous tenons tous, j'en suis sûr, à ce que l'honorable représentant exprime ses opinions sur le traité du Columbia et ne confonde pas la question avec une autre.

M. Herridge: Le ministre cherche à me distraire. J'oriente le flot de critiques dans la bonne direction.

Si je parle des propos de M. Sinclair, c'est pour les comparer au dévouement de centaines de milliers de membres de syndicats, de sociétés agricoles, de sociétés féminines, de chambres de commerce, en Colombie-Britannique et dans Kootenay-Ouest. Je veux signaler le temps qu'ils ont consacré à l'étude du traité, les réunions qu'ils ont tenues, les textes qu'ils ont publiés et l'argent qu'ils ont affecté à une campagne contre ce document infâme. Je veux apposer tous ces efforts au cynisme du chef du mouvement des jeunes libéraux de la Colombie-Britannique. Ces personnes ne songeaient pas à faire de l'argent, elles pensaient au Canada, et c'est pourquoi nous sommes contre le traité aujourd'hui.

Je tiens à me reporter aux propos tenus par l'honorable député de Brandon-Souris